

---

# **CADRE DE CONCERTATION SUR LES FINANCES PUBLIQUES AU NIGER**

Présentation à la Table Ronde sur le Financement de la Stratégie de  
Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté  
26 Octobre, 2007

# NIGER - Présentation des Etapes ayant conduit à la mise en place du Cadre de Concertation

---

- ❑ Justification de l'élaboration de la Revue de la Dépense Publique et de la Responsabilité Financière (PEMFAR) au Niger et Objectifs
- ❑ Processus d'élaboration
- ❑ Faiblesses du système de gestion des dépenses publiques
- ❑ Suivi du PEMFAR – Mise en place du Cadre de Concertation des Finances Publiques
- ❑ Progrès réalisés dans la gestion des finances publiques
- ❑ Leçons apprises

# Justification du PEMFAR et Objectif

---

❑ Absence d'une compilation et analyse des données de base sur la dépense publique et d'un diagnostic détaillé des systèmes de gestion des finances publiques.

➔ Nécessité de rallier le gouvernement et ses principaux partenaires autour d'un seul document analytique et d'un plan d'action sur la gestion de la dépenses et des finances publiques.

Objectif: Etablir un chronogramme de mise en œuvre d'un programme de réformes de la gestion des dépenses et de finances publiques du Niger qui servira de cadre unique de reformes aux différents partenaires, à travers:

1. L'analyse du contexte de mise en œuvre de la politique budgétaire au Niger;
2. L'Évaluation de l'adéquation des dépenses publiques avec les priorités stratégiques définies dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP)
3. L'identification des contraintes systémiques

# Processus d'élaboration du PEMFAR

---

- ❑ Reconnaissance claire des Fonctions "Processus" du PEMFAR:

## 1. Renforcement des capacités

- ❑ Le gouvernement était impliqué à toutes les étapes

## 2. Stimulation de l'appropriation

- ❑ Le gouvernement a conduit le processus d'élaboration du Plan d'actions

## 3. Harmonisation et Alignement

- ❑ Les principaux donneurs et le gouvernement ont travaillé conjointement et se sont accordés sur le diagnostic et le plan d'actions.

# FAIBLESSES DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

---

- ❑ Base des ressources étroite et très volatile (recettes fiscales <11 % du PIB).
- ❑ Forte dépendance du budget de l'Etat au financement extérieur (financements extérieurs/dépenses totales >50 %)
- ➔ Faible marge de manœuvre du gouvernement dans la détermination du niveau et de la composition des dépenses publiques
- ❑ Les allocations budgétaires intrasectorielles sont basées sur les augmentations marginales du budget, plutôt que sur les priorités stratégiques des secteurs.
- ❑ Part importante des dépenses incompressibles (salaires, service de la dette, investissements financés sur ressources extérieures).
- ➔ 3 leçons majeures: allocation plus stratégique de la dépense publique, meilleure protection des dépenses prioritaires dans la phase d'exécution, plus de flexibilité pour les réallocations inter et intrasectorielles.

# FAIBLESSES DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

---

- ❑ Processus de préparation budgétaire qui ne reflète pas un lien suffisamment fort avec les stratégies nationales et le budget à cause de (i) la non-existence d'un CDMT global (qui est à un stade embryonnaire); (ii) l'absence des CDMT pour certains secteurs clefs; et (iii) l'insuffisance des ressources par rapport aux besoins de mise en œuvre des CDMT.
- ❑ Les ministères sectoriels ne sont pas suffisamment responsabilisés et manquent d'information et de capacités en matière de gestion budgétaire
- ❑ Faiblesse des pratiques comptables et des contrôles interne et externe, urgence de restructurer et de moderniser le Trésor public
- ➔ D'où le besoin de simplifier, moderniser les systèmes de gestion des finances publiques et renforcer les ministères sectoriels dans le processus de préparation et d'exécution du budget.

# PEMFAR-SEUL CADRE D'INTERVENTION DES PARTENAIRES POUR LE RENFORCEMENT DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

---

- ❑ Le Plan d'Action Prioritaire (PAP) a été élaboré et adopté conjointement par les partenaires qui font de l'appui budgétaire et le gouvernement
- ❑ Un Décret pris en Conseil des Ministres en juin 2005 a transformé le PAP en politique gouvernementale en matière des finances publiques.
- ❑ Toutes les mesures de réformes des dépenses publiques dans le cadre des différents appuis budgétaires sont dérivées du PAP.
- ❑ Mise en œuvre adéquate du PAP facilitera l'objectif du gouvernement et des bailleurs d'aller vers des soutiens budgétaires visant à appuyer des programmes de réformes structurelles et sectorielles

# PROGRES REALISES DANS LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

---

- ❑ Mise en place de CDMT sectoriels dans les secteurs clés de l'éducation de base, de la santé et du développement rural en 2004-2006;
- ❑ Amélioration de la formulation du budget par le renforcement de sa cohérence avec les objectifs de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
- ❑ Préparation de projet de Lois de règlement qui améliorent la transparence
- ❑ Mise en place d'une interface informatisée entre la Direction du Budget et le Trésor qui renforce l'efficacité du suivi de l'exécution budgétaire
- ❑ Codification des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le budget
  
- ❑ Restructuration du Trésor Public avec la création d'une Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique séparant les fonctions comptables et administratives;
- ❑ Augmentation des dépenses récurrentes aux secteurs prioritaires grâce à l'espace budgétaire induit par les initiatives PPTE et IAMD

## ...Mais les défis demeurent dans les domaines suivants :

---

- ❑ Elaboration d'un CDMT global qui détermine les enveloppes globales sectorielles et permettant aux secteurs d'élaborer des CDMT tenant compte de la contrainte financière;
- ❑ L'amélioration de la gestion de la trésorerie, notamment par la protection des dépenses prioritaires de lutte contre la pauvreté;
- ❑ La mise en œuvre effective des réformes du trésor public;
- ❑ le renforcement des structures chargées du contrôle budgétaire (Direction du Contrôle Financier, la Cour des Comptes et le parlement) en moyens matériels et moyens; et
- ❑ L'intégration des réformes de passation des marchés publics au PAP.

# Suivi du PEMFAR – Mise en place du Cadre de Concertation des Finances Publiques (Suite)

---

- ❑ Mise en place d'un comité de Pilotage Etat-Donateurs de mise en œuvre du PEMFAR en juillet 2005, suite à l'adoption du PEMFAR;
- ❑ Ce comité est présidé par le Secrétaire Général du MEF et regroupe la plupart des Directeurs centraux du MEF, les SG des ministères de la santé, de l'éducation de base et le ministère du développement agricole et les partenaires qui font de l'appui budgétaire.
- ❑ Le Comité de pilotage se réunit tous les trois mois (en moyenne) pour examiner et adopter une matrice d'exécution des différentes mesures du PAP préparée par le Commissariat en Charge de l'Économie (CCE)

# Suivi du PEMFAR – Mise en place du Cadre de Concertation des Finances Publiques (suite)

---

- ❑ La Nécessite de renforcer le Comité de Pilotage a conduit à l'élaboration conjointe d'un Cadre de Concertation en août 2007.
- ❑ Le Projet de cadre de concertation clarifie l'organisation générale du partenariat entre le gouvernement et les PTF pour une mise en œuvre efficace du Plan d'Actions Prioritaires (PAP), y compris l'assistance technique requise pour appuyer les services techniques.
- ❑ Le cadre de concertation doit encore être signé par le ministre de l'économie et des finances au nom du gouvernement, et les PTF

# Niger PEMFAR du Niger– Leçons apprises

---

- ❑ Processus lent et “fastidieux” (l’élaboration du PEMFAR a pris 18 mois environ)...
- ❑ ...mais payant, sous la forme d’une forte appropriation par le gouvernement, du renforcement des capacités nationales et du travail de terrain pour la coordination entre bailleurs
- ❑ Le PEMFAR a permis de réaliser des réformes importantes pour améliorer la gestion des dépenses publiques et renforcer le dialogue de politiques sur les finances publiques
- ❑ Relation entre dépense publique et croissance économique et réduction de la pauvreté reste encore à analyser
- ❑ Nécessité de mettre en place un cadre formel de concertation pour une mise en œuvre et un suivi idoines du PAP

# MERCI!

A WORLD BANK COUNTRY STUDY

*Public Expenditure Management and Financial Accountability in Niger* is part of the World Bank Country Study series. These reports are published with the approval of the subject government to communicate the results of the Bank's work on the economic and related conditions of member countries to governments and to the development community.

Effective, efficient, and transparent management of public resources is particularly important in a poor country like Niger. This study shows how difficult it is for Niger to significantly change its expenditure composition in a short time span. A narrow and volatile domestic resource base, heavy dependence on aid, and a large share of pre-determined expenditures, such as external debt payments, are important factors behind this lack of flexibility. There are ways, though, to create space in the budget for increasing public spending on priority sectors. The study identifies a number of measures in this regard, such as increasing domestic revenues, more realistic and conservative budgeting, strengthening cash management, controlling the wage bill, borrowing prudently, and attracting higher external financing for recurrent costs in priority sectors.

The study also shows that enhancing the efficiency and transparency of public spending is as important as increasing spending for priority sectors. It thoroughly assesses public management systems in Niger and presents an action plan, jointly elaborated by the Government and its main external partners, to address the main challenges in this area. This action plan contains a priority set of measures to improve budget preparation, execution as well as internal and external oversight.

World Bank Country Studies are available individually or by subscription, both in print and online.



THE WORLD BANK  
1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433 USA  
Telephone: 202 473-1000  
Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
E-mail: [feedback@worldbank.org](mailto:feedback@worldbank.org)

ISBN 0-8213-6366-2



Public Expenditure Management and Financial Accountability in Niger

## Public Expenditure Management and Financial Accountability in Niger



THE WORLD BANK